

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication adressée à l'administration du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, maison Duxaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, maison Duxaux, n° 15.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.
ANGLAIS ET AFFICHES . . . 10 cop. la ligne.
RECLAMES . . . 25 —
FAITS DIVERS . . . 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, ront de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAEGHELIN, ci-devant N. KIMMEL, libraire à Vilna; K. ELMAN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinosslaw; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BARENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGEL.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	En ville	En province	En Russie
Russie (Saint-Petersbourg)	2 r. 50 k.	3 r. 50 k.	4 r. 50 k.
Etats de l'Union postale Allemande	2 r. 50 k.	3 r. 50 k.	4 r. 50 k.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 r. 50 k.	3 r. 50 k.	4 r. 50 k.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r. 50 k.	4 r. 50 k.	5 r. 50 k.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r. 50 k.	4 r. 50 k.	5 r. 50 k.
Etats-Unis d'Amérique	3 r. 50 k.	4 r. 50 k.	5 r. 50 k.

Prix de l'abonnement en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 8 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres et l'argent à Moscou, chez GAUTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

AVIS.

Nous prions ceux de nos souscripteurs dont l'abonnement expire le 1^{er} avril prochain, de le renouveler sans retard — s'ils ne veulent pas s'exposer à une interruption dans l'envoi du journal.
Voir pour le prix de l'abonnement l'avis placé sous le titre du journal (à droite).
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 27 mars.

ARMÉE DE TERRE. Promotion au grade de général-major et admission à la retraite pour

ACTIF.

Bilan de la Banque de l'Etat au 26 mars 1873.

I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.		PASSIF.	
1 ^{re} Caisse métallique:		1 ^{re} Billets de crédit en circulation.	764,369,451
Or	196,575,150 41		
Argent	9,579,192 42		
Obligations du Trésor	193,388,055 77		
Billets du 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 %	1,828,712 94		
2 ^e Découvert du trésor pour les billets de crédit.	566,036,395 23		
	764,369,451		764,369,451
II. Compte des opérations commerciales.		III. Liquidation des anciens établissements de crédit.	
1 ^{re} Caisse:		1 ^{re} Capital de fondation	20,000,000
Or et argent en espèces et en lingots	5,120,780 87	2 ^e Capital de réserve	3,000,000
Billets de crédit, à 4 %, etc., etc.	18,546,435 93	3 ^e Comptes courants à intérêts	47,811,357 72
2 ^e Effets escomptés	3,436,045 60	4 ^e Compte courant du Trésor et des autres administrations	12,525,646 97
3 ^e Garantie des comptes spéciaux en effets	3,436,345 19	5 ^e Dépôts à intérêts de la Banque de l'Etat:	
4 ^e Avances sur marchandises en fonds publics	3,420,07	à 3 %	25,532,055 83
5 ^e Avances sur fonds publics	20,000	à 4 %	3,323,409 69
6 ^e Actions et obligations	1,006,627	à 4 1/2 %	36,090,521 11
7 ^e Effets en souffrance	6,456 25	6 ^e Intérêts dus aux déposants de la Banque de l'Etat et aux	6,442,924 05
8 ^e Obligations en souffrance	24,960	7 ^e Comptes courants spéciaux	4,119,245 92
9 ^e Valeurs publiques appartenant à la Banque	6,990,538 49	8 ^e Billets à ordre	20,922,948 59
10 ^e Dépôts en garde (or et argent) (b)	1,745,339 64	9 ^e Sommes diverses portées sur le compte transitoire	15,036,945 29
11 ^e Capital des succursales	9,950,000	10 ^e Comptes courants pour compte des succursales	20,802,501 25
12 ^e Dépenses d'administration de la Banque, succurs. et autr.	180,617 89	11 ^e Intérêts perçus sur les opérations	970,029 36
13 ^e Divers	1,419,472 07	12 ^e Récompte de l'année 1872	116,083 80
14 ^e Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages	5,057,414 75	13 ^e Dépôts en garde (or et argent) (b)	1,745,339 64
15 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700	14 ^e Profits et pertes sur les opérations de l'année 1872	6,391,287 26
16 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700	15 ^e Comptes courants sans intérêts	2,213,607 19
17 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700	16 ^e Sommes de la 3 ^e émission des billets de Banque à 5 % assignées pour l'amortissement	
18 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
19 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
20 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
21 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
22 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
23 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
24 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
25 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
26 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
27 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
28 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
29 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
30 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
31 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
32 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
33 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
34 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
35 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
36 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
37 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
38 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
39 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
40 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
41 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
42 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
43 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
44 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
45 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
46 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
47 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
48 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
49 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
50 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
51 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
52 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
53 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
54 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
55 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
56 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
57 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
58 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
59 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
60 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
61 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
62 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
63 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
64 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
65 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
66 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
67 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
68 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
69 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
70 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
71 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
72 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
73 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
74 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
75 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
76 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
77 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
78 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
79 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
80 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
81 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
82 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
83 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
84 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
85 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
86 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
87 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
88 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
89 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
90 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
91 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
92 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
93 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
94 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
95 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
96 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
97 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
98 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		
99 ^e Sommes remises au Lomb. de Moscou pour prêts sur gages	2,343,700		
100 ^e Sommes remises au Lomb. de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,343,700		

(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 308,226,973 r. 67 c.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience le 25 mars MM. le lieutenant-général Indrenius, adjoint intérimaire du gouverneur général du grand-duché de Finlande et commandant des troupes de la circonscription militaire de Finlande, le lieutenant-général Khomentovsky, commandant militaire de la circonscription de Varsovie, le général-major Stein, directeur de la poudrière Schostensky, le général-major

Dragomirov, de la suite de Sa Majesté, commandant de la 14^e division d'infanterie de ligne, et le lieutenant-général Stroukov, gouverneur de la province de Vladimir.

— Le Gdoosko - Yambourskiy listok annonce que l'on vient de commencer la construction d'une église orthodoxe dans une propriété de M. le baron de Stieglitz, aux environs de Narva. Lorsque la nouvelle fut connue, personne ne pouvait s'expliquer d'abord les raisons de cette entreprise; mais quelques se-

maines plus tard la mort de M^{me} la baronne de Stieglitz donna la clef de l'énigme. On apprit que la défunte, pressant sa mort prochaine, avait exprimé le désir d'être enterrée dans cette propriété. M. le baron de Stieglitz décida alors, par la proposition de son architecte, d'élever en guise de monument une église orthodoxe pour les ouvriers russes des fabriques des environs. Le 16 mars un train spécial apportait le corps de la défunte. On avait élevé pour le recevoir une chapelle en bois sur l'emplacement de la future église. Les obsèques

ont été solennellement célébrées par le clergé orthodoxe de Narva.
— Une solennité industrielle qui en Russie n'avait pas eu son précédent, a eu lieu le 18 mars à l'usine mécanique de Kolonna. On célébrait, comme nous l'avons dit, l'achèvement de la centième locomotive fabriquée à cette usine. Nous empruntons à la Gazette de Moscou les détails suivants sur cette fête de l'industrie mécanique russe:
De nombreuses invitations avaient été adressées aux notabilités financières et concessionnaires de Moscou. Les invités se rendirent à Kolonna en train spécial, conduit par la 99^e locomotive sortie de l'usine.
L'usine et ses alentours présentaient un aspect extrêmement pittoresque. Tous les bâtiments ainsi que les maisonnettes de la colonie ouvrière étaient richement pavés. A une certaine distance de la station de Kolonna le train passa lentement sur l'embranchement qui mène à l'usine et traversa, aux cris d'une foule immense rassemblée des deux côtés de la voie et aux sons d'une marche exécutée par une musique militaire, un arc de triomphe orné de guirlandes et brillamment pavé. De l'autre côté sur une plateforme construite ad hoc, se tenait le clergé. Près de la plateforme se voyait à l'horizon de la fête, à l'achèvement de l'usine mécanique de Kolonna. — Plus loin, au milieu d'une foule compacte de spectateurs, on voyait les escouades d'ouvriers portant les enseignes de leurs corporations des métiers, qui rappellent par leur forme nos standards de cavalerie et sont surmontés de petites haches.
Le train s'approcha de la plateforme et les invités furent reçus par le directeur de l'usine, M. Gustave de Struve. Immédiatement après commencent les prières célébrées par un archevêque et suivies d'une allocution du curé de la localité.
Au moment où les invités descendaient de la plateforme, les ouvriers de l'usine présentent à M. de Struve le pain et le sel sur un plat d'argent, en lui exprimant leurs remerciements pour sa sollicitude à leur égard. M. de Struve répondit par un petit discours dans lequel il félicita les ouvriers d'avoir remporté une victoire aussi importante que l'achèvement de la centième locomotive construite par une usine russe et les exhorta à servir d'exemple aux ouvriers nouveaux-venus à l'usine. Ce discours fut accueilli par de vives acclamations. Le clergé se dirigea ensuite vers la locomotive et l'aspergea d'eau bénite. Après cette cérémonie commença le défilé des ouvriers devant la locomotive. L'un d'eux, nommé Lourine, qui est poète et l'orateur de l'usine, monta sur la locomotive et prononça d'une voix retentissante une espèce d'allocution de circonstance, émaillée de vers. A un certain passage de son discours, l'orateur, s'adressant à la locomotive elle-même, s'écria: « Quoi que tu aimes l'eau nous allons l'arroser de bon vin, et là-dessus, prenant une bouteille de champagne il en brisa le goulot et aspergea la locomotive, au milieu des bruyantes acclamations de la foule. M. Lourine finit son discours par un triple hurrah: aux ouvriers russes, au travail, et à la sainte Russie.
Le défilé, aux sons de la musique, commença par les cavaliers, suivis des différentes corporations d'ouvriers portant leurs enseignes. La procession fit deux fois le tour de la locomotive et se dirigea vers la salle du banquet qui était richement décorée. Le premier toast

sa passion et de son intelligence, un autre abîme non moins mystérieux et non moins insondable, celui du monde atomique.
Ce prodigieux effort de quarante années vient d'aboutir à quoi? A un petit volume de deux cents pages in-dix-huit, dont un quart au moins est occupé par des figures géométriques, par des combinaisons variées de petits points blancs et noirs qui représentent des atomes.
Si peu que cela? Oui, mais dans ce peu, il y a peut-être un immense progrès pour la chimie. Cette science était en voie de rénovation complète; depuis longtemps on démolissait pièce à pièce l'édifice de Lavoisier, et l'on cherchait quelque chose à mettre à la place, et les savants de tous les pays cherchaient la vérité nouvelle... La quintessence de ces travaux semble s'être réunie dans le petit livre de Gaudin.
L'inventeur de cette nouvelle architecture des atomes n'a pas échappé au défaut commun à tous les inventeurs. Il croit tenir la vérité absolue, oubliant que toujours, dans les sciences, une hypothèse en chasse une autre pour se rapprocher de la vérité dernière qu'elle n'atteindra jamais complètement. L'essentiel, d'ailleurs, n'est pas de savoir à quel point cet arrangement des atomes une conjecture très-simplifiée qui permette à la mémoire de coordonner et de retenir les milliers de faits dont l'ensemble constitue la chimie. C'est ce que M. Gaudin a fait.
En deux mots, voici sa théorie, qui est, nous le répétons, d'une simplicité lumineuse. Les corps simples, qui sont formés d'une seule substance, ont des atomes égaux, placés à égale distance les uns des autres.
Dans les corps composés, les atomes se groupent suivant une loi qui peut s'énoncer ainsi: « un atome d'une espèce placé entre deux atomes d'une autre espèce, en ligne

droite, et tous les autres placés symétriquement. »
Par exemple, tout le monde connaît cette pierre noire, dite aimantée, qui est un oxyde de fer. Chaque molécule de cette substance est formée de sept atomes, dont trois de fer et quatre d'oxygène. Comment les grouper? Il n'y a pas deux manières possibles, il n'y en a qu'une seule. Pour la réaliser, supposons que chaque atome d'oxygène soit représenté par une pomme, et chaque atome de fer par une orange, transportons-nous (par la pensée seulement, bien entendu) au pied d'une des pyramides d'Egypte. Aux quatre coins de la base, plaçons nos quatre pommes; faisons une ascension au sommet pour y placer une orange, pénétrons dans l'intérieur par une galerie (s'il n'y en a pas de convenable, creusons-la, nous le sommes en imagination) pour placer une seconde orange au niveau du sol, juste au centre du carré des quatre pommes. Enfin, au-dessous de ce centre, et toujours munis du même outil, creusons un puits profond de cent quarante-six mètres, au fond duquel nous plaçons le troisième atome de fer, c'est-à-dire la troisième orange. Faisons maintenant disparaître par la pensée tout ce qui n'est pas un des sept atomes, et nous aurons ainsi une double pyramide quadrangulaire idéale, aux six sommets et au centre de laquelle se trouvent les fruits en question.
Voilà notre molécule formée. Plaçons l'un à côté de l'autre des milliards de milliards de molécules semblables et nous obtiendrons un petit cristal de même forme, qu'un puissant microscope nous permettra peut-être d'apercevoir. Pour plus de simplicité, et afin d'éviter l'emploi du microscope, nous prendrons un milliard de ces petits cristaux, nous les placerons bien régulièrement les uns auprès des autres, et nous finirons par obtenir un cristal gros comme un grain de sable.
On s'étonnera peut-être que nous ayons placé les pommes et les oranges si loin les uns

des autres. Les distances des atomes entre eux sont-elles si grandes par rapport à leur grosseur? Oui, et bien davantage, s'il faut en croire les savants. Au lieu d'oranges, pour être dans la réalité, nous aurions dû prendre des grains de millet ou même de pavot.
Maintenant, les lecteurs qui ont en la patience de nous suivre jusqu'ici, connaissent la théorie de M. Gaudin aussi bien que nous-même. Prendre une poignée d'atomes divers et les arranger sur les faces ou les arêtes d'une double pyramide, d'un prisme, d'un cube, — c'est un jeu qui n'est pas beaucoup plus difficile que certains casse-tête chinois.
Mais, dira-t-on, à quoi tout cela peut-il servir? Quand vous aurez imaginé vos combinaisons en sereux-vous avant?

Une anecdote parfaitement authentique peut répondre à cette question. M. Gaudin rencontra un jour M. Dumas, pas le roman-cier ni l'auteur dramatique, mais le chimiste chimiste. Combien pensez-vous qu'il y eût d'atomes de carbone dans l'acide benzoïque?

— Quinze! répondit M. Dumas, sans hésiter.
— Vous vous trompez, il y en a, sans doute.
— Ah! auriez-vous par hasard refait l'analyse de cet acide?

— Moi? Pas du tout. A quoi bon?
Le chimiste ouvrit de grands yeux. On lui demandait à quoi bon faire une analyse pour savoir de quoi se compose un corps? Il éprouvait à peu près l'impression d'un chasseur qui verrait un aveugle chercher à atteindre le but en dédaignant de viser.
— Vous voulez rire? fit-il.
— Du tout.
— Mais qui vous fait croire?

— C'est bien simple. Cet acide a un groupe d'atomes en hexagone régulier, où la place manque pour votre quinzième molécule.
— Si la place manque, cherchez-la, vous la trouverez.
On se sépara là-dessus. Quelque temps après

— Vous vous trompez, il y en a, sans doute.
— Ah! auriez-vous par hasard refait l'analyse de cet acide?

LETTERE DE PARIS.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PETERSBOURG.)

8 avril.

Nous avons en ce moment sous nos yeux deux ouvrages, l'un s'appelle: *Récits de l'infini*, par Camille Flammarion; l'autre: *L'architecture du monde des atomes*, par Gaudin. C'est bien le cas de dire que les extrêmes se touchent.

Flammarion est un vulgarisateur qui a mis au service de la science une véritable imagination de poète. Mais cette imagination n'est pas toujours une servante fidèle: il lui arrive quelquefois de faire de lointaines escapades hors des limites de ses fonctions. N'importe, le livre est intéressant d'un bout à l'autre, et l'on n'a pas beaucoup de peine à marquer le moment où la servante devient maîtresse, où l'imagination hardie prend la place de la sèvere science. Par exemple, si elle nous raconte que dans tel ou tel

de lois fondamentales, indiquées dans l'œuvre de la commission des Trente. Le délai qu'on lui demande d'assigner à son existence ne pourrait donc être admis que si d'ici au 5 novembre (c'est-à-dire deux mois après l'évacuation), les lois en question étaient votées et promulguées. Or, la gauche, dont émane la proposition Barthe, n'entend certes pas fixer ce délai pour accélérer le vote de ces lois; bien au contraire, si le délai était admis, elle ferait probablement tous ses efforts pour que d'ici là le vote ne puisse point intervenir. D'où il résulte qu'à son tour la majorité se gardera d'accueillir la motion. Aussi a-t-elle en soin de ne point en voter l'urgence.

Dans la séance du 4 au lieu, comme on sait, l'élection de M. Buffet à la présidence. Sur 597 votants, le nouveau président de l'Assemblée a obtenu 301 voix, contre 235 données à son concurrent, M. Martel, et huit voix perdues. Il s'en est donc fallu de six voix seulement que la majorité ne lui fût point acquise.

A propos de cette élection, le *Temps* fait remarquer que pendant les vacances de l'Assemblée ce sera M. Buffet qui présidera la commission de permanence et qui, à ce titre, sera chargé de la partie la plus délicate des rapports de cette commission avec le gouvernement et avec son illustre chef, pour lequel il est suffisamment connu que ses sentiments personnels ne sont pas précisément des sentiments de cordialité et de sympathie. Le gouvernement n'avait d'ailleurs pas fait mystère de ses préférences pour M. Martel; M. Thiers était venu tout exprès à la séance pour déposer son vote en sa faveur, et tous les ministres ont, paraît-il, à son exemple, donné leur voix à ce candidat.

Sans chercher à atténuer l'importance du scrutin du 4 avril, il est cependant bon de rappeler, dit le *Temps*, qu'en dehors des séances de la commission de permanence, la présidence de M. Buffet, qui a pris dès le lendemain possession du fauteuil, ne sera guère qu'une sinécure. En effet, aux termes de l'article 6 du règlement, le président de la Chambre n'est élu que pour trois mois, et la nomination de M. Grévy ayant eu lieu le 12 février dernier, il faudra dès le lendemain de la prorogation procéder au renouvellement du bureau.

L'Assemblée a reçu communication dans cette même séance du rapport de M. Saint-Marc Girardin sur les actes du gouvernement de la défense nationale (rapport d'ensemble de la commission du 4 septembre), et du rapport de M. de Mornay, au nom de la commission des marchés, sur les dépenses faites à Marseille pendant la guerre.

M. Gent, l'ancien préfet des Bouches-du-Rhône, mis en cause par le second de ces rapports, a aussitôt demandé qu'ils viennent à l'ordre du jour du second jeudi qui suivra les vacances, et la Chambre a acquiescé à cette requête. Toutefois M. Gambetta a profité de la circonstance pour reprocher à la commission d'avoir retardé la présentation du rapport, « parce qu'on n'a pu y relever le moindre grief contre les hommes du 4 septembre, ce qui lui a valu une réponse des plus fermes de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, président de la commission. D'après ce qu'on écrit à l'Indépendance belge, la première partie du rapport de M. Saint-Marc Girardin s'étend sur l'état des esprits et des choses en France, au commencement de 1870, sous le ministère Ollivier; puis sur les préliminaires de la guerre. La seconde partie contient des détails plus nouveaux et intéressants sur la période qui s'est écoulée du 4 août au 4 septembre; sur la nomination et le rôle du général Trochu; puis sur la marche de l'armée de Châlons sur Paris ou sur Metz; sur les raisons stratégiques et les raisons politiques qui ont influé sur les faits; sur les projets de cour d'Etat attribués au cabinet du 10 août, et de prétendus complots démagogiques tramés dans l'ombre.

La presse anglaise, s'occupant de l'incident qui a amené la démission de M. Grévy, semble disposée à se montrer très sévère dans ses appréciations pour la droite de l'Assemblée Nationale de France. « Ce qui nous frappe surtout, dit le *Daily News*, c'est la puérilité du motif qui a suscité

tant de récriminations, mais le fait que l'autorité du président de la Chambre a été méconnaissable à la crise véritablement grave. » De son côté, le *Daily Telegraph* tient un langage encore plus sévère. A son avis, l'Assemblée Nationale a déjà prouvé suffisamment qu'elle ne peut pas faire de lois sans se livrer à des démonstrations inconvenantes de toute sorte; mais cette fois sa violence menace de provoquer une crise qui serait une véritable calamité pour le pays. L'incident du 1^{er} avril prouve, selon l'organe ministériel anglais, combien sont implacables les passions qui divisent l'Assemblée de Versailles. En Angleterre, on n'a jamais rien vu d'analogue, même à l'époque du Long Parlement. Cette Assemblée est évidemment la représentation la plus tumultueuse et la plus ingouvernable de l'Europe entière. De pareilles scènes, conclut le *Telegraph*, ne sont pas seulement un scandale, elles constituent en outre un danger permanent pour la France.

Un journal légitimiste de Paris annonçait dernièrement que des pourparlers étaient engagés entre divers cabinets européens en vue d'une intervention commune en Espagne, et des feuilles espagnoles commentaient déjà ce bruit et arrivaient à reconnaître la possibilité, — comme nous l'avons constaté à cette place il y a quelques jours. Un double démenti est opposé à cette nouvelle; l'un se trouve dans une correspondance de Portugal adressée à l'Agence Havas; l'autre est fourni par la *Epoca*. L'intervention dont on parle serait, dit le correspondant de l'Agence Havas, un fait d'une telle gravité et pouvant entraîner de si graves conséquences au point de vue de la politique européenne, qu'on ne saurait la regarder comme possible. La *Epoca* assure que ses informations particulières ne font pas craindre une intervention, et que l'Espagne ne doit, pour son salut, compter que sur elle-même. D'après cette feuille, l'Angleterre et l'Allemagne n'auraient d'autre dessein que de maintenir l'indépendance du Portugal; elles protégeront en outre les intérêts de leurs nationaux en Espagne, mais elles ne feront rien de plus. Elles ne sortiront pas de la réserve diplomatique, en se bornant à prêter leur appui moral à toute entreprise patriotique tendante à rétablir l'ordre social.

Il s'est produit dans la séance du 5 avril de la Chambre des Députés de Prusse un incident qui donne lieu à des commentaires dans les organes de la presse berlinoise. On trouvera plus loin, sous la rubrique *Prusse*, un compte-rendu détaillé de cet incident, qui a consisté dans une déclaration catégorique du chancelier de l'empire, prince de Bismarck, relativement à la ferme résolution du gouvernement prussien de faire passer les lois politiques-religieuses élaborées par le ministère des cultes et votées déjà par la Chambre des Députés. L'opposition conservatrice et cléricalle au sein de la Chambre des Seigneurs ne pouvait plus se faire d'illusions sur cette attitude du gouvernement, mais il y a eu passage du discours du prince-chancelier qui a particulièrement éveillé la curiosité. Après avoir déclaré que la session ne sera pas close avant que les délibérations sur les lois ecclésiastiques n'aient été menées à leur terme, le prince a ajouté, et à supposer que l'une des deux Chambres ne fût plus en nombre légal pour voter, nous transporterions alors l'action législative sur un terrain autre que celui où nous nous trouvons maintenant.

Ces paroles ont produit quelque sensation et on les a interprétées, paraît-il, à la Chambre des Seigneurs dans le sens que les lois dont il s'agit seraient « octroyées » — ce qui n'a guère pu entrer dans la pensée de l'illustre orateur. La *National-Zeitung* exprime la supposition que c'est à une réforme éventuelle de la Chambre des Seigneurs que le prince de Bismarck a voulu faire allusion. Pour notre part, nous serions plutôt disposés à penser que l'« autre terrain » dont a parlé le prince chancelier, est le Parlement de l'Empire, qui serait saisi des lois religieuses pour le cas où la Chambre haute de Prusse refuserait de les voter.

La réforme de cette dernière assemblée est de plus en plus réclamée par l'opinion libérale, qui voit dans la com-

position actuelle de la Chambre des Seigneurs un encouragement à la propagande ultramontaine et ultraprotéstante contre les lois ecclésiastiques, — propagande qui se traduit par de nombreuses pétitions, soit au souverain lui-même, soit aux Chambres, contre la promulgation de ces lois. Aussi, la *Norddeutsche Zeitung* prend-elle vivement à partie les promoteurs de cette agitation, les jésuites et la noblesse protestante des vieilles provinces, — comme dit cette feuille, — et s'écrit-elle qu'aux prochaines élections le mot d'ordre sera partout : « Point de papistes, ni déclarés, ni déguisés ! »

Du reste, le succès final des lois ecclésiastiques paraît maintenant assuré. Les modifications constitutionnelles qui forment le préluce de ces lois ont passé à une grande majorité à la Chambre des Seigneurs, et la majorité de 36 voix acquise à la motion Bernuth, dans la séance de samedi de cette même assemblée, fait aussi prévoir que, soustraite à l'examen de la commission, les lois politico-religieuses seront votées définitivement, sans que les délibérations se prolongent outre mesure, aussitôt qu'elles reviendront à l'ordre du jour de la Chambre, en séance plénière, après les vacances de Pâques.

Une dépêche qui nous a été remise hier à minuit, et qu'à cette heure tardive nous n'avions aucun moyen de contrôler, prêtait à S. M. le shah de Perse le projet de confier la régence pendant la durée de son voyage, au prince Naïfou-Seltnet et à son fils. Quant au titre de ministre de la guerre que nous ajoutons au nom du prince, nous l'avons trouvé dans l'*Almanach de Gotha*. La vérité est que le prince Naïfou-Seltnet n'est pas ministre de la guerre; ce département est actuellement sans titulaire et il est géré par Mahmoud-Khan, lequel a été accrédité autrefois à St-Petersbourg et plus tard à Londres. Le prince Naïfou-Seltnet est le troisième fils du shah, le seul qui se trouve maintenant à Téhéran, les deux fils aînés occupant des postes de gouverneur dans les provinces. Il sera secondé dans la régence, non pas par son fils (il n'en a pas, étant lui-même encore assez jeune), mais par Farhad-Mirza, fils du ci-devant gouverneur du Kurdistan. C'est ainsi que notre dépêche d'hier doit être rectifiée.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, lundi 7 avril, au soir.

CHAMBRE DES COMMUNES. — Le budget de prévision pour l'exercice de 1873-1874 monte à 76,617,000 liv. st. de recettes et 71,881,000 liv. st. de dépenses. Le ministre propose d'imputer sur l'excédant de recettes le paiement de la moitié de l'indemnité aux Etats-Unis et d'acquiescer l'autre moitié au moyen d'une émission de bons du trésor. Le ministre propose en outre une réduction de moitié de l'impôt sur le sucre à partir du 8 mai, une diminution d'un penny sur l'impôt-tax et la suppression de l'impôt sur les domestiques masculins des hôtels. A la suite de ces réductions, l'excédant ne serait plus que de 291,000 liv. st.

S. A. R. le duc d'Edimbourg est parti ce matin pour le continent.

Autre dépêche.

Vienne, lundi 7 avril, au soir.

Dans une séance de commission de la Délégation hongroise, le comte Andrassy a déclaré, en réponse à plusieurs interpellations, qu'une solution satisfaisante de la question de la régularisation du cours du Danube aux Portes de Fer était imminente, sur la base des décisions de la conférence de Londres.

Quant à une demande de suppression des postes diplomatiques austro-hongrois près les cours des Etats moyens et des petits Etats de l'Allemagne, principalement à Stuttgart et à Dresde, le ministre des affaires étrangères a déclaré que cette suppression serait inopportune pour le moment, vu que le gouvernement allemand désire lui-même le maintien des légations étrangères auprès des divers Etats confédérés.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Les négociations pour la conclusion d'un traité postal entre l'Allemagne et le grand-duché de Luxembourg ont été closes le 3 avril à Berlin. (*Deutsche Wochenblatt*.)

Au dire du même journal, une commission libre du Parlement de l'empire, qui s'occupe du projet de la réforme monétaire, se serait prononcée pour l'adoption d'une pièce de 2 marcs (comme monnaie intermédiaire entre la pièce de 1 marc et celle de 5 marcs, proposées par le projet gouvernemental).

Le vicomte de Gontaud-Biron est parti le 4 avril pour Paris.

PRUSSE. — Nous avons communiqué hier brièvement, aux *Dernières nouvelles*, le résultat des débats de la Chambre des Seigneurs sur la motion Bernuth et consorts demandant le retrait des lois politico-religieuses du sein de la commission ad hoc et leur discussion en séance plénière. On a vu que la motion a passé à une majorité pour ainsi dire inconnue jusqu'ici à la Chambre haute, — lorsqu'il s'agissait d'une mesure libérale, — 74 voix contre 38.

Ce n'est pas sans lutte que ce résultat a été obtenu. Les adversaires de la motion, MM. DE MARWITZ, le COMTE SCHULENBURG et le COMTE DE BRUHL se sont répandus en amères récriminations contre le manque de confiance dont les auteurs de la motion, inspirés par le gouvernement, — font preuve envers la commission. M. de Schulenburg a même fait une sortie directe contre le prince de Bismarck au moment où il entrait dans la salle, et lui a reproché d'avoir une fois déjà exercé une pression sur un vote de la Chambre en appuyant une demande de clôture des débats. L'orateur a conclu en disant : « Si vous croyez pouvoir bannir l'Eglise au point de l'étonner, vous vous trompez étrangement. »

La-dessus le PRINCE DE BISMARCK a pris la parole et s'est exprimé en ces termes :

« D'après les discours dont je viens d'entendre une partie, je crois pouvoir admettre qu'il s'agit de transférer les lois ecclésiastiques du sein de la commission devant le plénum de la Chambre. Je m'abstiens de relever les assertions du préopinant qui ont trait à moi personnellement, vu qu'elles sont complètement en dehors de la question. Je me bornerai à répondre en quelques mots au sujet d'une assertion que j'ai entendue à mon entrée dans la salle. »

L'orateur a prétendu que je me serais immiscé dernièrement dans une question de règlement intérieur de la Chambre. C'est là, messieurs, une immixtion à laquelle, ce me semble, tout membre de l'assemblée a droit, et je ne trouve pas l'expression très heureusement choisie du moment qu'il s'agit de ce qui est mon droit comme membre de la Chambre des Seigneurs. Si l'orateur, grâce à sa manière pressante de raisonner, croit pouvoir en conclure que la motion qui nous occupe aurait été inspirée par moi, je lui laisse le soin d'établir à une autre occasion le rapport qu'il dit exister entre ces deux incidents et qu'il considère même comme tout naturel. Je déclarerai donc que je n'ai pas en connaissance de la motion plus tôt que la plupart d'entre vous probablement, ou n'ai questionné hier à ce sujet et j'ai répondu que je considérais comme bienvenue toute mesure susceptible d'accélérer l'examen des lois ecclésiastiques, vu que, si les délibérations ne marchaient pas avec plus de célérité que jusqu'à présent, la session des deux Chambres devrait forcément se prolonger jusqu'au cœur de l'été, voire même jusqu'à l'expiration des mandats des membres de l'autre assemblée. Cette réponse, je l'ai faite en ma qualité de membre de la Chambre des Seigneurs et de membre du gouvernement. Et en effet, messieurs, le gouvernement ne se laisserait point empêcher par des retards éventuels de faire aboutir les lois ecclésiastiques à leur solution constitutionnelle : dussent les délibérations durer jusqu'au mois de septembre, vous nous trouveriez encore à notre poste, sans que nous nous lassions d'attendre. En outre, à supposer que l'une des deux Chambres ne fût plus en nombre légal pour délibérer, nous transporterions alors l'action législative sur un terrain autre que celui où nous nous trouvons actuellement. (Sensation.)

Par conséquent, les délibérations devant marcher plus rapidement en séance plénière que dans le sein de la commission, je m'en félicite si la solution n'est pas différée plus longtemps, — qu'elle nous soit favorable ou défavorable.

Nous nous trouvons à la veille de Pâques. Le Parlement de l'empire reprendra ses travaux immédiatement après les fêtes; les séances de la Chambre des Seigneurs à consacrer à l'examen des conclusions que nous devrions attendre de la commission dureront jusqu'à la fin d'avril et, supposé que les délibérations continuassent à marcher du même pas, elles n'arriveraient guère à leur terme avant fin de mai. Si les conclusions de la commission étaient conformes aux votes de la Chambre des Députés, nous pourrions entrevoir la clôture de la session, mais dans le cas où les lois seraient modifiées, elles devraient faire

retour à la Chambre des Députés et la prolongation de la session des deux Chambres serait nécessaire pour toute la durée de juin. Bref, si les choses ne vont pas plus vite, je ne vois pas quand la session pourra être close. Aussi, ne puis-je que désirer une accélération des travaux, afin d'arriver plus tôt au but, qui, de quelque manière que l'on procède, sera toujours le même, car, à mon avis, la plupart d'entre nous sont bien d'accord avec eux-mêmes au sujet de ces lois, qui touchent les intérêts les plus sacrés et les plus graves tant des individus que de la nation en général.

Après le vote de la motion Bernuth la Chambre a consacré le reste de cette séance du 5 avril à différentes questions d'intérêt local.

Un correspondant de Berlin de l'*Observateur Romano* avait écrit à ce journal qu'un haut personnage, protestant, aurait dit dernièrement à S. M. l'empereur Guillaume : « Si Votre Majesté sanctionne les lois politico-religieuses soumises à la Diète de Prusse, la confusion commencera le jour où le gouvernement tentera de les mettre à exécution. Le moment viendra, j'en suis certain, où la confusion allumée par ces lois sera si intense qu'elle consumera l'édifice de la politique fourvoyée du prince de Bismarck. »

La-dessus, — toujours d'après l'*Observateur*, — Sa Majesté aurait répondu : « On me fait de toutes parts des observations à propos de ces lois; je ne puis cependant pas laisser gouverner les prêtres catholiques, ni en Allemagne, ni en Prusse. »

Le *Deutsche Wochenblatt* semble confirmer le fait en ajoutant que l'interlocuteur de l'empereur Guillaume à cette occasion était M. de Bodelschwingh, ancien ministre.

Autriche-Hongrie.

On lit dans le *Wanderer* que LL. AA. II. le prince héritier d'Allemagne et la princesse Victoria sont attendus à Vienne pour le 29 avril.

Au dire du même journal, S. M. le roi Victor-Emmanuel visitera l'exposition pendant la seconde moitié de juin et sera accompagné par M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères d'Italie.

Voici un résumé du budget austro-hongrois pour l'exercice de 1874, qui vient d'être soumis aux Délégations :

Le total des dépenses prévues monte : pour le ministère des affaires étrangères à 3,742,690 fl. (32,085 fl. de plus que l'année précédente), pour l'armée (y compris le budget extraordinaire) à 98,070,663 fl. (4,754,988 fl. de plus que l'année précédente). Pour la marine à 12,560,240 fl. (3,533,030 fl. de plus que l'année précédente). Pour le ministère commun des finances à 1,814,355 fl. (36,790 fl. de plus que l'année précédente). Pour le contrôle à 120,855 fl. (23,590 fl. de plus que l'année précédente).

Le total des prévisions budgétaires pour l'exercice 1874 accuse pour le budget des dépenses une somme de 121,963,676 florins. dont il faut déduire les recettes des différents ministères, s'élevant à 5,612,083 fl., reste 116,351,593 fl.

Pour couvrir cette somme on emploiera d'abord les excédants des produits des douanes prévus pour 1874 et qui sont évalués à 100,100 fl. de plus qu'en 1863. Ces produits montent à 15,666,100 fl. Ensuite la quote-part de la Hongrie, s'élevant à 2,013,709 fl. 86 Kr. Reste un budget de dépenses de 98,671,783 fl. 14 Kr., dont les royaumes et provinces représentés au Reichsrath ont à fournir 70 0/0 c'est-à-dire 69,070,248 fl. et la Hongrie 30 0/0, c'est-à-dire 29,601,534 fl.

Le budget de 1874 dépasse celui de l'année précédente de 7,173,981 fl. L'excédant des dépenses est occasionné en grande partie par l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

On mande de Prague, 4 avril, que M. Gregr a été mis en liberté moyennant une caution de 5,000 florins.

NOUVELLES DE L'EXPOSITION.

Voici quels sont les congrès internationaux qui auront lieu à Vienne pendant l'exposition universelle : Du 16 au 21 juin, assemblée internationale des brasseries. Du 19 au 24, congrès international ou sera discutée la question de l'établissement d'un système pour numérotier le fil de lin d'une manière uniforme. Du 3 au 8 août, congrès international d'instituteurs, maîtres et directeurs d'hospices pour les aveugles. Du 3 au 5 août, congrès international pour examiner la question des brevets d'invention. Du 11 au 14 août, congrès international des industriels s'occupant de la préparation et du commerce du chanvre. Le 18 et le 21 août, congrès international des propriétaires de filatures. Le 18, on s'occupera de questions concernant le filage et le tissage; le 21 de celles se rapportant à la teinture et à l'appret des tissus. Du 24 au 27 août, réunion internationale de fondateurs et de mineurs. Du 26 septembre au 4 octobre, congrès international des médecins; congrès international d'agriculteurs et de forestiers; congrès inter-

national pour la protection des oiseaux. On fera connaître plus tard les jours où les derniers congrès auront lieu.

France.

Nous apprenons de source certaine, dit la *Liberté*, que le colonel Stoffel vient d'être rayé des cadres de l'armée, et que sa pension de retraite est définitivement liquidée. Cette nouvelle nous cause une véritable surprise, qui sera partagée par tous les hommes plaçant le sentiment du devoir et de la justice au-dessus des opinions de parti, qui font commettre aux esprits, même les plus éminents, les plus déplorable fautes.

Une particularité de l'affaire de la rue de

Sedaine :

« L'individu arrêté à Paris sur lequel ont été trouvés des papiers compromettants pour les membres du gouvernement espagnol, se nomme Frederico Garcia. Il faisait partie d'une société secrète composée d'otopistes et de têtes chaudes de tous les pays, rêvant la reconstruction de la société sur de nouvelles bases. Républicain convaincu, communisme même, tête exaltée, Garcia s'est montré pendant la guerre brave et courageux. Quoique étranger, il a versé son sang pour la France, il a été blessé en combattant sous les ordres de Garibaldi. »

« Venu à Paris avant le second siège, l'armée de Versailles l'a trouvé au premier rang parmi les fédérés. Il était déjà appuyé contre un mur, il allait être fusillé lorsque, découvrant sa poitrine et faisant voir sa blessure, il s'écria : « Malheureux ! allez-vous donc, vous Français, tuer un étranger qui a versé son sang pour la France ! »

« Cette présence d'esprit le sauva. Il fit pourtant son temps de prison et, à peine relâché, il renoua ses relations avec ses autres confrères en révolution sociale et fit partie de cette société dont les membres ont été arrêtés ces jours-ci par la police parisienne. »

On a trouvé sur lui une lettre de Garibaldi qui répondait à une de ses requêtes en lui envoyant 100 fr. et une autre de M. Figueras, dans laquelle ce dernier se bornait simplement à lui adresser réception d'une lettre de félicitations sur l'établissement de la république en Espagne. »

(Gaulois.)

On lit dans le Journal officiel :

« Plusieurs journaux, qui ont continué d'entretenir leurs lecteurs de l'incident récemment survenu à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, ont annoncé que l'élève Doussan avait dû être amputé à la suite de la blessure qu'il s'était volontairement faite au bras. »

« Cette nouvelle est heureusement démentie de fondement : l'élève Doussan est, au contraire, en pleine voie de guérison et n'a pas eu à subir ni même à redouter aucune opération. »

Le Moniteur universel donne les

nouveaux détails suivants sur l'affaire du consul Calvo :

« Nous avons publié quelques détails sur l'affaire du consul d'Espagne à Paris, M. Calvo, disparu de chez lui, n'ayant pas quitté Paris; il était caché chez un ami, qui a été son intermédiaire auprès de l'ambassadeur. A la suite de pourparlers engagés, M. Calvo s'est présenté à l'ambassade d'Espagne, où il s'est constitué prisonnier entre les mains du troisième secrétaire, M. Vallarino. Il est parti par l'express, pour Madrid, accompagné de M. Vallarino et surveillé par deux agents habillés en bourgeois. »

« M. Calvo se croit en mesure de prouver qu'il n'est coupable que de négligence, et qu'il a été victime des agissements de M. Marquez. »

« On a retrouvé dans la caisse du consul un récépissé de 146,000 fr., expédié par la recette générale après le mois de décembre dernier, et qui diminuait d'autant, par conséquent, le déficit relevé sur les livres du consul. »

« Ce M. Marquez, que M. Calvo incrimine, est le rédacteur d'une feuille qui paraissait en 1868 sous le titre de : *Sin Sines saants*, dans laquelle il trafiquait les hommes célèbres de l'Espagne. »

« Il était entré au consul comme avocat consultant et expédiait toutes les affaires judiciaires et contentieuses. »

« Ce M. Marquez est accusé, entre autres choses, d'avoir pris pour plusieurs centaines de mille francs de pirocheries que détenait un Espagnol, mort à Paris, dont il avait fait l'inventaire. Il est accusé encore d'avoir retiré, à l'aide de pièces fausses, de chez M. Badel, banquier, une somme de 250,000 francs déposée par un habitant de la Havane. »

— La cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Yrurundi et Salvador Bilbao, condamnés, le premier à la peine de mort, le second à dix ans de travaux forcés, par arrêt de la cour d'assises de la Seine-Inférieure du 8 mars dernier, pour assassinat et vol de leur compatriote espagnol.

Nous avons donné hier le discours prononcé par M. le duc d'Aumale lors de sa réception à l'Académie française. C'est M. (Voir le supplément.)

M. Dumas refaisait l'analyse de l'acide et ne trouvait que quatorze atomes : il y avait eu erreur dans les analyses précédentes.

Donc la théorie Gaudin peut faire faire des progrès à la chimie. Si elle pouvait par ricochet faire perfectionner les alchimistes chimiques, qui sont de plus en plus mauvaises et qui coûtent de plus en plus cher ? Mais nous n'aurons pas tant de bonheur, et bien des gens continueront à croire que la chimie sert uniquement à créer des sinécures pour les membres de l'Institut.

Faut-il une censure au théâtre ou ne faut-il pas de censure ? Voilà la question qui s'agit depuis longtemps à Paris et ailleurs sans pouvoir être résolue d'une façon définitive.

Les philosophes, enfermés dans leur cabinet d'études, sont assez disposés à poser un principe immuable : « Pas de censure ! Liberté pour tous ! moralisation par la self-sufficiency ! C'est la censure elle-même qui nous démoralise ! »

Et pourtant, qui est-ce qui se plaint de voir la nouvelle opérette, *La Rosière d'ici*, impitoyablement traitée par messieurs les censeurs ? Sans aucun doute, personne. Ce qui en reste n'est déjà pas si vertueux. Cependant il en reste assez pour faire un succès à M^{me} Judic.

Le vent a tourné. M^{me} Schneider, avec ses allures de grande dame qui a jeté tous ses bonnets et ses chapeaux par-dessus les moulins ; M^{me} Thérèse, avec sa direction superbement vulgaire, — pour ne pas dire canaille, — ont fini à Paris leur rôle d'étoiles de première grandeur. C'est M^{me} Judic qui les remplace, avec son petit minois d'Agès instruite mais toujours naïve ; et il n'y a pas jusqu'à Paul de Saint-Victor qui ne la chante sur ses pipeaux héroïques. Ecoutez plutôt :

« La pièce est toute jonchée de fruits défendus. Il faut qu'elle (M^{me} Judic) les ramasse, et qu'elle y morde d'une voix fine et vive, sans

toutefois emporter le morceau. Ainsi fait-elle, avec un art singulier, un piquant et hardi mélange de grivoiserie et d'ingénuité. On dirait parfois que c'est d'une dent de lait qu'elle entame les sombres de la mine Eve ; mais la volubilité du sourire, la malice du regard démentent bientôt cette feinte innocence... Ajoutez un visage d'ange de perdition, des yeux candides voilés par de longues paupières hypocrites, une bouche pleine d'esprit et d'amour. A part les quatre chansons dont la chanteuse fait tout le mérite, la partition est aussi vite la pièce... M^{me} Judic fera le succès. On ira la voir comme une fine peinture égarée dans un mauvais cadre. »

Vous voyez que dame Censure y a mis encore quelque indulgence. Elle n'a pas été d'aussi bonne composition avec l'*Oncle Sam* de Victorien Sardou. Après des tergiversations sans nombre, cette pièce, destinée au Vaudeville, a fini par disparaître sous un veto sans appel. Cette fois il ne s'agissait point de morale, il s'agissait de politesse envers une nation amie. Peut-être aurait-il mieux valu l'abandonner à la pièce et l'auteur à eux-mêmes, et qu'on laissât aux critiques du lundi le soin de relever ce qu'ils y auraient trouvé de blâmable, pour les Américains.

Du reste, Sardou ne doute de rien. Il a vendu à un théâtre de New-York le droit de jouer sa pièce, et les Américains ont eu le bon esprit d'applaudir.

Disons, à ce propos, qu'une ére nouvelle semble vouloir s'ouvrir, non pas pour le théâtre français, mais pour le commerce des pièces de théâtre. Il y a longtemps que cette ére a commencé pour les Anglais. Nos voisins d'outre-Manche sont des gens pratiques ; leur littérature dramatique n'est pas actuellement bien riche, mais ils savent que les Etats-Unis, la Californie, l'Inde, l'Australie, et généralement les villes où l'on parle l'anglais, sont encore bien moins riches qu'eux. Cela étant donné, ils ont mis leur théâtre en coupe réglée. Les au-

teurs ont cessé d'imprimer leurs drames et leurs comédies. Qu'arrive-t-il ? A l'annonce d'un succès les directeurs de théâtre des chefs-lieux de comté s'empresent d'écrire à l'auteur, qui leur accorde moyennant finance le droit de jouer sa pièce. Quand on a exploité tout le Royaume-Uni, des entrepreneurs promettent la pièce dans le monde entier, toujours aux mêmes conditions. Par ce procédé, un drame de troisième ordre rapporte cent mille francs.

Voilà le système que la France tend à adopter. Nous ne sommes plus dans les régions idéales de l'art pur, mais dans le commerce. Légèrement, rien de plus juste : quelle loi peut forcer un écrivain à publier sa pièce ? Mais, on aura beau faire, il y a dans ce procédé quelque chose qui détonne.

Le promoteur du mouvement a été Dumas fils. Le célèbre écrivain se plaignait de la non-observation des conventions littéraires entre pays. Il n'avait jamais, disait-il, touché des droits d'auteur en Italie, et ne gardait son manuscrit que pour défendre un principe toujours méconnu. Après tout, c'était son droit. Mais les départements français qui avaient toujours payé régulièrement leur redevance, qu'allait-il devenir dans ce conflit ? On les a sacrifiés ; on les a mis sur le même pied que l'Italie.

Encore n'y aurait-il que demi-mal si tout se bornait à une question d'argent. Mais la question d'art est plus grave, et elle se pose ici. Quand Victorien Sardou fait une pièce pour l'exportation, il y met du gros sel, du gros rire et de grosses larmes, un mélange de vaudeville et de mélodrame : si tout le monde se met à suivre l'exemple de ces messieurs, il n'y aura plus qu'un seul théâtre en France, celui de la rue Richelieu, — et nous en viendrons à bémol les richesses subventionnées, qui donnent à l'art véritable une protection nécessaire.

Le théâtre de Cluny, qui avait donné, avec le succès que l'on sait, quatre jolies petites pièces en un acte, vient de tenter une aventure plus importante et plus périlleuse. Le nouveau

directeur, M. Roger, après avoir laissé à St-Petersbourg de bons souvenirs comme artiste, veut maintenant obtenir à Paris des éloges comme directeur. Il y arrivera, — ou plutôt, la chose est faite, car dans son dernier feuilleton, le sévère Sardou parle de « ce théâtre de Cluny, un des rares qui cherchent du nouveau et qui nous en donnent. »

La nouvelle pièce, *Les frères d'armes*, est de Catulle Mendès, un poète et un jeune de la nouvelle école, qui n'est pas la bonne, et qui pourrait être appelé l'école du coup de poing. Mais ce qu'on peut dire pour le distinguer des autres, c'est qu'il est poète.

Nous croyons même pouvoir affirmer que son drame avait d'abord été écrit en vers : ce n'est sans doute pas par hasard qu'on y trouve une langue correcte et forte, semée d'une foule d'alexandrins tout faits et de beaucoup d'autres qui semblent tout simplement avoir été délogés par le déplacement d'un mot. Et puis ce drame, par sa texture, ses caractères, ses périphrases, ses sentiments un peu hors nature, et ses invraisemblances mêmes, semblait tout taillé pour le vers. Quoi qu'il en soit, voici de quoi il parle :

Sabine, une fille noble, a dans le sang toutes les énergies, tout l'après désir de domination et tous les raffinements basés qui pouvaient se transmettre de père en fils, par l'hérédité et surtout par l'éducation, des grands seigneurs issus du moyen âge. Quant aux qualités de ses ancêtres, elle les a oubliées dans son berceau.

Mariée presque enfant à un jeune roturier, Lazare, elle feint de l'aimer, mais elle le hait. La révolution survient, puis 92. Lazare s'engage comme volontaire, elle le suit ; mais sa haine s'

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG
Mardi 27 mars (8 avril).

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	État du ciel.	Température à 10 h.	État de la mer.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Petersb.	761.1	+2.1	+0.3	98	9	E 2	
7 h. m. auq.	760.4	+1.5	+0.7	92	10	NE 2	
1 h. ap. m.	760.5	+1.5	+1.1	11	87	E 1	
Depuis hier 1 h. après-midi.					0.6	millimètres de neige.	

Du 16 (25) mars.

Nertchinsk 712 + 7 - 6 + 5 73 0 0

Du 26 mars (7 avril).

Barnaul 750 + 6 - 2 + 0 94 NE 1

Paris 753 + 7 - 2 + 4 92 O 2

Constant. 758 + 3 - 11 + 3 82 S 0

Du 27 mars (8 avril).

Uleaborg 763 + 6 - 2 + 0 94 E 1

Nicolai 761 + 7 - 2 + 0 94 NE 2

Kuopio 759 + 7 - 2 + 0 94 E 3

Tamperes 758 + 7 - 2 + 0 94 E 3

Helsing 761 + 3 + 0 + 3 92 NE 2

Petersb. 760 + 3 + 0 + 3 92 NE 2

Reval 759 + 3 + 0 + 3 92 NE 2

Dorpat 758 + 0 + 1 + 3 90 NE 3

Windau 755 + 0 + 1 + 3 90 NE 3

Vilna 742 + 0 + 1 + 3 90 NE 3

Varsovie 738 + 11 + 7 + 9 90 SO 3

Kiew 743 + 2 + 9 + 6 88 SE 4

Odessa 756 + 1 + 1 + 3 86 S 4

Kazan 761 + 1 + 1 + 3 86 S 4

Sevastopol 760 + 1 + 1 + 3 86 S 4

Kharkov 747 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Moscou 750 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Katania 746 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Catharin 757 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Orenbourg 757 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Riga 758 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Stavropol 713 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Novoross 754 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Soukhoum 726 + 0 + 8 + 1 69 E 2

Idlis 726 + 0 + 8 + 1 69 E 2

Bakou 762 + 1 + 1 + 3 86 S 4

Goudour 761 + 1 + 1 + 3 86 S 4

Vidzika 705 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Barnaul 744 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Irbis 766 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Kerch 764 + 3 + 0 + 3 87 SE 2

Hier neige. * Hier hier brouillard. * Neige.

* Hier pluie. * Hier hier et pluie. * Hier pluie.

* Hier et nuit pluie. * Hier, nuit et matin neige.

* Brouillard. * Hier neige. * Brouillard. * Nuit pluie.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Le baromètre continue à monter sur presque toute la Russie; une baisse légère se manifeste seulement en Pologne. Sur les provinces occidentales prédominent des vents faibles de Nord-Est; sur plusieurs points il y a neige et il pleut aujourd'hui. A l'Orient et au Sud de l'Empire le temps reste assez beau; à l'Orient règne un grand froid, avec des vents faibles de région Est.

VENTE

de vins d'Italie supérieurs

purs de tout mélange, à Vassili Ostrov, 13^e ligne quai de la Grande Neva, maison n° 47. 418

LE DEPOT GENERAL

DE MON

EAU ANATHERINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnaya-pérouloek, maison Kononov. 1

Prix du flacon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

méd. dentiste de la cour imp.-royale

62. AVIS AUX DAMES. 62.

Les perruques d'aujourd'hui artistiquement fait

et les coiffures de beaux cheveux (extra fins) que

Chabert vient de recevoir des premières maisons

de Paris, sont vendues à des prix très modérés et

aux mêmes prix que les chignons de couleurs et qualités

ordinaires.

Les sous-apprêts à la confection des chignons éton-

nement Chabert a reçu tout récemment de Paris un magni-

fique assortiment de coiffures nouvelles, de rubans,

ainsi qu'un superbe choix de fleurs splendides, qui

peuvent servir à la confection des chignons et à toutes

les autres nouveautés de chignon. Chabert, pers. N. 62.

62. Chabert, pers. N. 62.

Einem hochzuverehrenden Publikum die erge-

bense Anzeige machend, dass ich mein

Geschäft etablir habe, in der Kirotschnaya

Strasse unweit des Liteinij Prospekts, im Hause

Nr. 4, Quartier Nr. 14, empfehle ich bestens, meine

neuen Cabinet-Royale, Pianos, etc., vorrätig

und auf Bestellung auch Reparaturen, an alten

Instrumenten, werden in meiner Werkstatt auf's

gewissenhafteste vollführt.

Woldemar Reinhard.

J'ai la douleur d'annoncer aux parents et amis la nouvelle du décès de mon épouse bien aimée. 955

ELISE OSTERREICH,

née Prehn,

morte subitement le 24 mars. Le service fu-

nebre aura lieu mercredi le 25 mars, à 11 h. du matin, à la chapelle de l'Académie des

beaux-arts. Il n'y aura pas d'invitations spé-

ciales. Constantin Osterreich.

Le 1^{er} avril, à l'occasion de l'ann-

versaire de la mort de monsieur

ALEXANDRE DUFOUR,

une messe commémorative sera dite à l'église catholique de Ste-Cathe-

rine, à 10 h. du matin. Les amis et connaissances du défunt sont priés de

regarder le présent avis comme une

invitation spéciale. 936

UNE JEUNE ANGLAISE

cherche une place comme dame de compagnie pour voyager. Réponse par écrit, Vassili-Ostrov, 12^e ligne, maison n° 15. G. M. 912

A VENDRE 42 TABLEAUX

de bons maîtres (XVII^e et XVIII^e siècle). Perspective Vosnessensky, près du pont Bleu, maison n° 3, logement du docteur Rosenblum. — Visibles de 10 h à 4 heures. 850

VENTE CHEZ M^{me} PASCA

Grande Italienskaia, maison Dachkov, log. n° 16.

Robes, Chapeaux, Manteaux, Fleurs, Ru-

bans et objets divers, le mardi 27 courant,

mercredi 28 et jeudi 29, de 1 heure à

5 heures. 916

PRODAJUTSA

чистой крови собаки севера, натасканные по

разной дичи; также и щенки, Измайловский

бол, 8 рота, д. № 12, спринте в мясной

лавке. 934

UN MAÎTRE ANGLAIS

Agé désire se placer pour l'été. S'adresser

chez le pasteur Thompson, avant-midi.

Quai Anglais. 929

PAPIER WLINS!

Contre les rhumes, rhumatisme, douleurs.

Цена 1 франк 50 сент. за коробку

О. П. с 10 листами. 22

ПРОДАЕТСЯ ВО ВСЕХ АПТЕКАХ РОССИИ.

UNE BONNE BADOSE

parlant aussi le français, l'anglais et un peu le

russe, voudrait accompagner pour peu de temps

une famille à l'étranger, où ensuite elle la quitterait. S'adr. F. K. pers. Nevsky, au pont d'Antich-

kow, m. Sémanikow, log. n° 84. 947

UN FRANÇAIS

récentement arrivé, désire trouver un emploi. S'ad-

resser perspective Vosnessensky. Hôtel meublé,

n° 20, chambre n° 7, de 10 h à midi. 971

UNE JEUNE PERSONNE

qui a été deux ans dans le commerce cherche une

place comme demoiselle de magasin.

S'adresser perspective Nevsky, n° 6, magasin de

Varsovie. 970

A VENDRE

pour 600 r. une voiture à deux places, à laquelle

on peut atteler aussi un seul cheval.

S'adresser Grande Millionnaia, maison n° 19, au

cocher Grigoriev. 972

AQUARIUMS

Plus de 100.000 poissons de différentes espèces, à

partir de 5 c. la pièce, coquillages et coraux blancs,

animaux amphibies, pour terrariums. A vendre à

bon marché et en grand choix au magasin M. Mul-

ler, dans la Liteinaya, en face de la Kirotschnaya,

maison n° 15, logement n° 15. 968

TSARSKOË-SËLO.

A CÉDER

la grande campagne Monighetti, près de la

gare du chemin de fer. Pour informations

s'adresser à la campagne même ou à St-

Petersbourg, persp. Vosnessensky, n° 2,

au coin de la place de l'Amirauté, chez

le suisse. 969

A VENDRE

riche ameublement pour boudoir en satin bleu 375 r.

draperies, tapis, psyché, peisne, table en Sèvres,

service à thé en ar., ent., une belle collection d'armes

anciennes. Perspective Anglaise, n° 19, log. n° 3. 960

Produit de la station de films indienne

Port Novaya Zemla (à 11 h. du matin, à 11 h. du

tergite) et 13-14 versants, au point de vue de la

tergite, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166,

167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176,

177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186,

187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196,

197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206,

207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216,

217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226,

227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236,

237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246,

247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256,

257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266,

267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276,

277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286,

287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296,

297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306,

307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316,

317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326,

327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336,

337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346,

347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356,

357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366,

367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376,

377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386,

387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396,

397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406,

407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416,

417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426,

427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436,

437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446,

447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456,

457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466,

467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476,

477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486,

487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496,

497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506,

507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516,

517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526,

527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536,

537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546,

547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556,

557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566,

567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576,

57

EIN STUDENT der Universität wünscht für den Sommer eine Stelle als Gouverneur. Offerten schriftlich, Большая Конюшенная, домъ Финской церкви, к. 49. 925

A LOUER
plusieurs chambres meublées, avec ou sans cuisine. Rue des Italiens, en face le Passage, n° 8, logement n° 4. 937

ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines; objets d'art, meubles, bronzes, pendules, porcelaines, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, caches-miroirs, tures et différents objets de valeur. — Petite Morskaja, maison Fédorow, n° 11, magasin de M^{me} Jakobson. 4012

A vendre une collection d'antiquités russes. Vieux objets chinois. 1^{re} Rota du régim. Izmailovsky. 897

A LOUER 4 CHAMBRES
Grande Morskaja, n° 52. 899

TAILLEUR

recommandé pour l'élégance de sa coupe et la modicité de ses prix. Costumes complets tricot 25 r. Etoffes anglaises et françaises de 30 r. 40 Magasin de tailleur et lingerie Aimé Bollo, perspective Nevsky, n° 10.

VIN ROUGE DE TABLE BORDELAIS EXCELLENT ET NET
ont reçu en commission d'une première maison de Bordeaux, et offrent, la bouteille à 39 copecks, 10 bouteilles pour 3 r. 50 c.

LES CAVES ESPAGNOLES

N° 2, petite Sadovaya, N° 2.
N° 120, place Znamensky, vis-à-vis la gare du chemin de fer N. colas, N° 120. 941

Première assemblée générale annuelle des actionnaires

DE LA

BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW**TENUE LE 4 MARS 1873.**

A l'ouverture de l'assemblée, le président M. A. K. Altchevski a prononcé, au nom de l'administration, le discours suivant :
« Messieurs.

« En soumettant à votre appréciation les résultats de notre première année d'opérations, nous ne nous permettons pas de déclarer que si vous trouvez qu'il est possible de considérer ce résultat comme un succès, bien que modeste, il ne faut l'attribuer tout entier qu'aux principes qui sont la base de notre entreprise. Dès les premiers jours de l'existence de notre Banque, nous avons attiré l'attention du public sur la différence notable qu'il y a entre notre reprise et les établissements de crédit à long terme qui avaient seuls existé en Russie jusqu'à l'ouverture de notre Banque et nommément — en ce qu'elle met entièrement de côté toute garantie collective. Ce dernier principe, si peu goûté de beaucoup de propriétaires, étant inconnu chez nous, nous avons acquis par la beaucoup d'emprunteurs appartenant à cette classe dans laquelle prédomine la tendance de répondre personnellement pour sa propriété et en outre pour des sommes fixes d'une manière précise. En payant à la Banque un intérêt quel que peu plus élevé que celui qui est perçu dans les établissements fondés sur la garantie mutuelle, les emprunteurs ont été de cette manière la possibilité de couvrir le moindre risque pendant des termes aussi longs que ceux de 43 1/2 années et 18 années et 7 mois et ont fait retomber cette responsabilité tout entière sur le capital de notre Banque. La responsabilité du capital social pour toute l'entreprise augmente d'autant notre responsabilité à votre égard, MM. les actionnaires. Nous rendant parfaitement compte de ce qui précède et reconnaissant qu'il existe encore dans le public assez de préjugés contre les établissements de crédit à long terme ayant pour base le principe des actions, — et cela d'autant plus que notre Banque était la première de ce genre en Russie, — nous avons pris pour règle de notre conduite la prudence et aussi la résolution.

« Tout en déclarant que nous voulions débarrasser les emprunteurs de toute responsabilité à l'égard de l'administration de la Banque, nous avons considéré comme un premier devoir d'établir, au lieu des évaluations normales des terres qui se font aux autres banques, des estimations régulières qui aient été plus en rapport avec la valeur véritable des nos terres. Profitant de la présence parmi nous de personnes connaissant à fond beaucoup des localités qui font partie de notre rayon, localités qui ne nous étaient qu'imparfaitement connues, nous avons eu l'honneur, il y a quelque temps, de soumettre leurs évaluations à votre approbation et ce n'est qu'après l'avoir reçue que les avances ont été faites aux emprunteurs. L'établissement d'évaluations normales régulières n'a pas pu contribuer, comme la suite l'a prouvé, au succès de notre entreprise. L'évaluation normale a satisfait beaucoup d'emprunteurs, qui n'avaient pas besoin d'une avance faite d'après l'estimation spéciale, et cette mesure a eu pour conséquence finale que dans les gouvernements fertiles en blés, qui forment le rayon de notre Banque et où la valeur de la décade de terre labourée atteint la somme de 150 r. (gouvernements de Koursk et d'Orël), nos emprunteurs se sont contentés en moyenne d'une avance de 26 r. par décade, faite par notre Banque (525,686 décadaires, 1,221 1/2 sagues = 13,712,900 r.). En outre, nous n'avons pas négligé de nous procurer les plus minutieuses informations ayant trait à notre affaire, nous avons cherché à l'étudier et à l'étudier assez profondément pour connaître l'état spécial de chaque propriété garantissant les avances faites par nous d'après l'estimation normale ou spéciale. Nous devons rendre justice à cette occasion aux membres de notre commission d'estimation, qui, en nous communiquant les renseignements qui leur étaient envoyés par leurs collègues ou leurs agents, nous ont toujours fourni les moyens de nous prononcer quelquefois dans un sens opposé à leurs conclusions et nous ont permis de cette manière de nous compléter et de nous soutenir les uns les autres en vue d'atteindre le même but — la consolidation de notre établissement.

« A ce propos nous croyons devoir attirer votre attention sur une circonstance contre laquelle tous nos efforts sont impuissants. Les capitaux importants nécessaires au crédit à long terme, se trouvent souvent soumis à des conditions telles que l'administration de la Banque est obligée de plier devant les difficultés contre lesquelles il n'y a pas de remède et que l'on ne peut pas surmonter. L'état du marché financier joue dans nos affaires un rôle très important et vous savez très bien, messieurs, que l'état du marché financier est influencé souvent par des circonstances et des événements quelquefois très éloignés de nous, comme par exemple après le commencement de la cote de nos lettres de gage à la Bourse de St-Petersbourg, à la fin du mois de janvier 1872, nous étions très inquiets des bruits parlant de la possibilité d'un conflit entre l'Angleterre et l'Amérique, parce que naturellement un conflit de ce genre devait se faire ressentir sur les marchés financiers de l'Europe, puis atteindre la Bourse de St-Petersbourg, augmenter la cherté de l'argent et faire tomber par conséquent la valeur de nos titres. Mais, comme on le sait, les difficultés politiques en question ont été bientôt écartées et notre marché financier n'a subi aucun ébranlement. Le cours de nos lettres de gage a beaucoup monté au contraire à la Bourse de St-Petersbourg dans le courant des mois de mars et d'avril, mais cette hausse provenait de causes qui n'ont pour nous aucune importance sérieuse, d'autant plus que nos emprunteurs n'en ont pas profité. Puis le cours de nos lettres de gage a baissé en octobre, novembre et décembre à la suite de la crise des Banques, qui a provoqué la cherté du taux de l'escompte.

« Voilà, messieurs, les circonstances qui sont en dehors de notre pouvoir, mais qui rendent en grande partie plus ou moins chers les prêts qui nous sont demandés par nos emprunteurs. Tout en étant cela, nous devons avouer qu'il y a sous ce rapport des circonstances qu'il est de notre devoir de ne pas perdre de vue et qui peuvent à un certain degré exercer de l'influence sur la hausse relative du cours de nos lettres de gage. La solidité des garanties, la présence d'une forte réserve en caisse pour pouvoir payer exactement aux propriétaires de lettres de gage les intérêts et amortissement, ont aussi leur importance et pour ce qui y a trait, nous pouvons vous déclarer, messieurs, qu'avec les mesures que vous avez prises pour garantir le crédit de notre Banque, nous nous sommes efforcés de chercher toujours à augmenter son capital social, il nous a été possible, l'année dernière, d'avoir toujours à notre disposition une somme de deux, trois et même quatre fois plus forte que celle qui nous était nécessaire pour acquitter les paiements à terme que nous avions à faire sur les lettres de gage mises en circulation.

« Nous devons enfin faire mention d'un des côtés de notre entreprise — l'organisation de la marche des affaires intérieures, et nous prions de l'occasion pour présenter nos excuses aux personnes qui ont pu avoir à se plaindre de la lenteur avec laquelle nous avons satisfait à leurs demandes. Cette lenteur avait pour cause une grande agglomération d'affaires, surtout pendant les derniers six mois de l'année, et l'effectif peu nombreux de notre personnel de chancellerie. Nous croyons devoir constater ici que nous avons maintenant dans le personnel de notre chancellerie beaucoup d'employés expérimentés et de mérite.

« Passant à la lecture du compte-rendu, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance, messieurs, que le bénéfice net, déduction faite de la retenue en faveur du capital de réserve, a été pour l'année écoulée de 23 2/3 0/0.

COMPTE-RENDU

DE LA

BANQUE FONCIÈRE

DE

KHARKOW

depuis l'ouverture des opérations (2 septembre 1871) jusqu'au 31 décembre 1872.

Premier compte-rendu annuel.**I. Capital et profits.****A. Capital social.**

Versé par les actionnaires :
Sur 5,000 actions de la 1^{re} émission 1,000,000 de roubles, savoir :
25 0/0 au 18 juin 1871 250,000 r.
25 0/0 au 18 mars 1872 250,000 r.
25 0/0 au 18 avril 250,000 r.
25 0/0 au 18 mai 250,000 r.
Pour 10,000 actions de la 2^e émission 2,000,000 de r., savoir :
25 0/0 au 15 décembre 1872 500,000 r.
A-compte des versements à faire à des termes ultérieurs 30,600 r.
1,530,600 r.

Pendant tout le cours des opérations, c'est-à-dire depuis le 2 septembre 1871 jusqu'au 31 décembre 1872, un capital de 1,500,000 r. a été en virement pendant 223,666 jours, ce qui donne 931,941 r. pour chaque année.

En comptant par émissions :
La 1^{re} émission de 1,000,000 de r. a été employée pendant 328 jours
2^e 500,000 r. 15
Capital de virement de 1^{re} émission 911,111 r.
2^e émission 20,830

Ce qui fait pour une année de 360 jours : 1,530,600 r.

B. Profits.		314,915 r. 15
Profit net.		
Déduction, conformément au § 95 des statuts, en faveur du capital de réserve	15,745 75	
Reste		299,169 40
Déduction, conformément au § 95 des statuts, de 5 0/0 en faveur du capital social qui a été en circulation pendant la période d'opération, ce qui fait :		
De la 1 ^{re} émission de 911,111 r.	72,888 88	
2 ^e 20,830	1,666 40	
		74,555 28
Conformément au même § des statuts, cette somme est répartie comme suit :		
65 0/0 comme dividende aux actionnaires	145,999 18	
5 0/0 en faveur des employés	11,230 71	
5 0/0 des membres de la commission d'estimation	11,230 71	
10 0/0 en faveur des membres de l'administration	22,461 41	
15 0/0 en faveur des fondateurs	33,692 11	
		224,614 12
La somme de 65 0/0 est divisée :		
Entre la 1 ^{re} émission	142,787	
2 ^e émission	3,262 18	
		145,999 18
De cette manière la somme à répartir aux actionnaires, savoir :		
Les 5 0/0 du capital	74,555 28	
65 0/0 des profits	145,999 18	
		220,554 46
Est répartie de la manière suivante :		
215,625 r. 88 pour 5,000 actions de la 1 ^{re} émission par 43 r. 12 c.		
4,928 50 » 10,000 » 2 ^e » 49,285		
En chiffres ronds, la distribution s'opère comme suit :		
A 5,000 actions de la 1 ^{re} émission par 43 r. 12 c. 215 r. 600 »		
10,000 » 2 ^e » 49 c. 4 900 »		
Le surplus indivisible est reporté à l'année 1873		54 r. 46

C. Capital de réserve. Conformément au § 95 des statuts, la somme de 314,915 r. 15 c.

II. Virement général.

D'après les registres, le virement a atteint pendant cet exercice 70,328,937 r. 84

III. Mouvement de la caisse.
Entrée 18,018,761 49
Sortie 17,837,257 74
Reste au 1^{er} janvier 1873 181,523 75

IV. Comptes-courants.

A. A la succursale de la Banque de l'Etat à Kharkow
Versé 404,417 30
Retiré 399,700 »
Reste au 1^{er} janvier 1873 4,717 30

B. A la Banque de commerce de Kharkow (Torgovoy)
Versé 5,992,817 12
Retiré 5,756,606 32
Reste au 1^{er} janvier 1873 236,210 80

C. Chez les correspondants :
Versé 4,749,865 89
Retiré 4,340,957 39
Reste au 1^{er} janvier 1873 408,908 50

Compte débiteur
Intérêts perçus 1,751 63
Intérêts perçus 2,999 78
Les intérêts pendant toute la période étaient de 5 0/0 au minimum, de 6 0/0 au maximum.

V. Dépôts à la Banque de commerce (torgovoy) de Kharkow.
Déposés 450,000
Retirés 50,000
Reste au 1^{er} janvier 1873 400,000
Intérêts perçus 13,575
Les intérêts étaient comptés à 6 et 7 0/0.

VI. Effets publics à intérêts.
Rente 5 1/2 0/0 pour 237,800 à 90,4 0/0 215,047 50
Billets de banque 5 0/0 :
De la 1^{re} émission pour 142,950 à 94,5 0/0 135,123 06
De la 2^e émission pour 103,800 à 93,8 0/0 97,395 76
Certificats de rachat 5 0/0 pour 201,050 à 91,6 0/0 184,212 06
Frais de commission 1,139 25
632,917 63

Versé pour compte des emprunteurs à titre de remboursement aux comités de charité publique et aux caisses d'épargne :
Billets de Banque 5 0/0 :
1^{re} émission pour 38,050 à 93,9 0/0 35,732 99
2^e émission pour 20,500 à 91,2 0/0 18,698 75
54,431 74

Reste au 1^{er} janvier 1873 :
Rentes 5 1/2 0/0 pour 237,800 à 90,4 0/0 215,559 75
Billets de banque 5 0/0 :
1^{re} émission pour 104,900 à 94,9 0/0 99,569 07
2^e émission pour 83,800 à 94,6 0/0 78,835 01
Certificats de rachat 5 0/0 pour 201,050 à 91,7 0/0 184,522 06
578,485 89

Intérêts perçus sur les effets acquis 14,369 22
Intérêts accumulés pendant que les effets se trouvaient à la Banque 12,606 92
26,976 14
Reste à percevoir au 1^{er} janvier 1873 9,774 58

VII. Avances faites pour 43 années et demie contre hypothèque de propriétés foncières.
Avances faites jusqu'au 1^{er} janvier 1873.
1^{re} série 5,104,100
2^e série 8,773,100
13,877,200

Versements faits en vue d'amortir ces avances :
1) Avant le terme :
Sur la 1^{re} série 10,000
Sur la 2^e série 102,400
112,400

2) A terme :
Sur la 1^{re} série 29,900
Sur la 2^e série 22,000
51,900

Reste au 1^{er} janvier 1873 13,712,900
C'est à dire :
Sur la 1^{re} série 5,064,200
Sur la 2^e série 8,648,700

Cette dette est garantie par des hypothèques sur 631 propriétés foncières situées dans les gouvernements de Kharkow, Koursk, Voronège, Orël, le territoire des Cosaques du Don, Catherinevsk, et Poltava, et ayant une superficie de 525,686 décadaires, 1,221 1/2 sagues, évaluées par la commission d'estimation à 23,976,111 r. 33 c.

VIII. Avances faites pour 18 années et 7 mois contre hypothèques de propriétés urbaines dans les villes.

Avances faites :
1^{re} série 722,500
2^e série 554,200
1,276,700

Versements d'amortissement :
1) avant terme : sur la 1^{re} série 1,700
2^e série 16,200
17,900

2) A terme : sur la 1^{re} série 28,100
2^e série 8,300
36,400

Reste au 1^{er} janvier 1873 1,222,400
C'est à dire :
De la 1^{re} série 692,700
De la 2^e série 529,700

Les dites sommes sont garanties par 165 propriétés urbaines situées :
A Kharkow (129),
A Koursk (4),
A Poltava (13),
A Catherinevsk (14),
A Kréménchoug (4),
A Taganrog (1)

Évaluées par la commission d'estimation à 2,258,859 80
et assurées dans différentes sociétés pour la somme de 1,784,217

IX. Lettres de gage pour 43 années et demie.

Lettres de gage mises en circulation pendant la première année d'opérations :
De la 1^{re} série 5,104,100
De la 2^e série 8,773,100
13,877,200

Versé pour leur amortissement :
A. En lettres de gage déposées en vue de l'amortissement pour remboursement avant terme :
Sur la 1^{re} série 10,000
2^e série 102,400
112,400

B. En sommes déduites du fonds d'amortissement pour compte des lettres de gage qui doivent être remboursées à la suite du 1^{er} et du 2^e tirages :
De la 1^{re} série 29,900
De la 2^e série 22,000
51,900

Reste au 1^{er} janvier 1873 :
De la 1^{re} série 5,064,200
De la 2^e série 8,648,700
13,712,900

X. Lettres de gage pour 18 années et 7 mois.

Lettres de gage mises en circulation pendant la première année d'opérations :
De la 1^{re} série 722,500
De la 2^e série 554,200
1,276,700

Encaissé pour leur amortissement :
A. En lettres de gage déposées pour être amorties par suite de remboursement avant terme :
De la 1^{re} série 1,700
De la 2^e série 16,200
17,900

B. En sommes déduites du fonds d'amortissement pour compte des lettres de gage qui doivent être remboursées à la suite du 1^{er} et du 2^e tirages :
De la 1^{re} série 28,100
De la 2^e série 8,300
36,400

Lettres de gage restées en circulation au 1^{er} janvier 1873 :
De la 1^{re} série 692,700
De la 2^e série 529,700
1,222,400

XI. Compte des intérêts.

Intérêts versés par les emprunteurs pour avances :
Pour 43 1/2 années, 1,024,538 92
18 années et 7 mois, 107,196 61
1,131,735 53

Déduit pour paiement des coupons de lettres de gage dont le terme est expiré :
Pour 43 1/2 années, 612,661 43
18 années et 7 mois, 70,525 98
683,187 41

Fonds d'intérêts resté au 1^{er} janvier 1873, pour le paiement des coupons aux termes ultérieurs :
Pour 43 1/2 années, 411,877 49
18 années et 7 mois, 36,670 63
448,548 12

XII. Fonds d'amortissement.

Encaissé en argent comptant :
Paitements avant terme :
Pour 43 1/2 années, 148,555 55
18 années et 7 mois, 248 02 10
396 57

A terme :
pour 43 1/2 années, 88,386 54
18 années et 7 mois, 56,116 93
144,503 47

Déduit pour le remboursement des lettres de gage sorties au 1^{er} et au 2^e tirages :
pour 43 1/2 années, 151,900
18 années et 7 mois, 36,400
88,300

Reste au 1^{er} janvier 1873 pour le remboursement des lettres de gage qui doivent être retirées de la circulation aux termes ultérieurs :
pour 43 1/2 années, 36,635 09
18 années et 7 mois, 19,964 95
56,600 04

XIII. Fonds de capital de réserve, du dividende des actionnaires et pour les dépenses d'administration de la Banque.

Encaissé pendant la période d'opérations, 189,361
Doit être encaissé, 189,278 50
Reste au 1^{er} janvier 1873 sommes payées d'avance, 82 50

XIV. Fonds destiné à faire face aux frais d'estimation et à ceux de confection des lettres de gage.

Encaissé pendant la période d'opérations, 151,539

XV. Lettres de gage retirées de la circulation.

Retirées de la circulation après le 1^{er} tirage :
de la 1^{re} série pour 43 1/2 années, 16,500
pour 18 années et 7 mois, 16,600
33,100

Doivent être retirées après le 2 ^e tirage :	
I ^{re} série, 13,400 pour 43 1/2 années,	35,400
II ^e série, 22,000 pour 18 années,	19,800
III ^e série, 11,500 pour 18 années,	
IV ^e série, 8,300 pour 7 mois,	
	55,200
Remboursées sur la I ^{re} série pour 43 1/2 années,	15,500
Remboursées sur la I ^{re} série pour 18 années et 7 mois,	10,800
	26,300
Restent non remboursés au 1 ^{er} janvier 1873 :	
de la I ^{re} série pour 43 1/2 années,	14,400
de la I ^{re} série pour 18 années et 7 mois,	17,300
	31,700
de la II ^e série pour 43 1/2 années,	22,000
de la II ^e série pour 18 années et 7 mois,	8,300
	30,300
	62,000

XVI. Coupons de lettres de gage à rembourser.

Déduit pour remboursement de coupons dont le terme est échu :	
pour avances de 43 1/2 années,	612,771
pour 18 années et 7 mois,	70,695
	683,466
Coupons remboursés :	
Pour 43 1/2 années,	187,650
Pour 18 années et 7 mois,	32,232
	219,882
Coupons de lettres de gage non-présentés au remboursement au 1 ^{er} janvier 1873 :	
Pour 43 1/2 années,	425,121
Pour 18 années et 7 mois,	38,463
	463,584

XVII. Paiements à terme.

A recevoir pour la période d'opérations	
En intérêts des prêts :	
Pour 43 1/2 années,	1,024,538 92
Pour 18 années et 7 mois,	107,196 61
	1,131,735 53
Au profit du fonds d'amortissement des prêts :	
Pour 43 1/2 années,	88,535 09
Pour 18 années et 7 mois,	56,364 95
	144,900 4
Au profit du capital de réserve, du dividende des actionnaires et des frais d'administration de la Banque	189,278 50
	1,465,914 7
Reçu des emprunteurs :	1,809,246 35
Reste à payer au 1 ^{er} janvier 1873, intérêts pour lesquels les emprunteurs jouissent d'un sursis, conformément au § 19 des statuts	156,667 72

XVIII. Sommes transitoires.

Encaissé pendant la période d'opérations,	5,518,970 39
Retiré	4,981,241
Reste au 1 ^{er} janvier 1873	537,729 39

XIX. Sommes provenant des emprunteurs et devant être dépensées pour leur compte.

Encaissé	13,558 69
Dépensé	12,917 34
Restent non-dépensés au 1 ^{er} janvier 1873	641 35

XX. Lettres de gage en commission.

Lettres de gage reçues en commission pendant la période d'opérations pour 5,791,800 r.	5,804,240 08
Intérêts perçus au profit des emprunteurs	5,428,162 57
Vendues pour la somme de 4,489,800	4,069,637 37
Intérêts perçus	142,687 95
	4,212,325 32
Reste au 1 ^{er} janvier 1873	1,302,000
Intérêts perçus jusqu'au 1 ^{er} janvier 1873	39,060
	1,210,837 25
Frais de commission	5,002 21
Intérêts des sommes délivrées aux emprunteurs avant la vente des lettres de gage	33,209 6
	1,210,837 25

XXI. Comptes divers.

Reste au 1 ^{er} janvier 1873	133,134 58
Actif	209,896 04
Passif	76,761 46
	133,134 58

XXII. Amendes.

Amendes perçues des emprunteurs pour retards dans les paiements	689 29
---	--------

XXIII. Lettres de gage en dépôt.

Lettres de gage mises en dépôt pour	74,600
-------------------------------------	--------

XXIV. Frais d'installation et d'ameublement de la Banque.

Fabrication des actions, frais de commission pour la souscription aux actions, armoire incombustible, cartes topographiques, meubles, etc.	12,964 27
Déduit pour l'amortissement 10 0/0	1,296 42
Reste au 1 ^{er} janvier 1873	11,667 85

XXV. Dépenses de la Banque.

Emoluments pendant la période d'opérations :	
Aux membres de l'administration	19,999 96
de la commission d'estimation	10,000
	29,999 96
Emoluments aux agents et frais de voyage pour l'examen et l'estimation des propriétés	22,723 81
Emoluments aux architectes pour les plans et évaluations des propriétés urbaines	2,633 60
Traitement des employés	17,206 87
Matériel de chancellerie, registres et papier pour l'impression des blanc-seings, des statuts, des livres de renseignements, déclarations, etc.	2,368 34
Local de la Banque	666 07
Eclairage	175 29
Frais d'impression des blanc-seings, statuts, livre d'information, déclarations, liste de tirage, etc.	1,134 83
Publications dans les journaux	3,547 69
Reliure	640 75
Impôt	1,457 50
Frais de commission pour le paiement des coupons et lettres de gages sorties au tirage	277 54
Frais de commission pour la réception des lettres de gage	12,253 55
Aux arcelchiks pour la réception des lettres de gage	230 56
Différentes menues dépenses	300 61
A l'expédition des valeurs de l'Etat pour fabrication des lettres de gage	16,320 68
Pour l'apposition du visa sur 118,937 lettres de gage à raison de 1 cop.	1,189 37
	113,127 62
Dédaction des dépenses rapportées à l'année 1873	745 35
	112,382 27

Cours des lettres de gage à la Bourse de St-Petersbourg en 1872.

En janvier minimum 90 1/4 0/0 maximum 90 3/4 0/0	
février	90 1/2
mars	92 3/8
avril	92 3/4
mai	95 1/8
juin	92 1/2
juillet	94 1/2
août	93 1/4
septembre	93 1/4
octobre	92 3/4
novembre	91 3/4
décembre	91 1/4

PROFITS ET PERTES.

A VOIR.

Payé aux actionnaires pour versements avant terme	2,186 82
Pour frais d'organisation et d'ameublement de la Banque, 10 0/0 de la somme de 12,964 r. 27 c.	1,296 42
Dépenses de la Banque	112,382 27
Capital de réserve de la Banque :	
Déduit, conformément au § 95 des statuts, 5 0/0 des profits montant à la somme de 314,915 r. 15 c.	15,745 75
Emoluments aux employés	11,230 71
d' membres de la commission d'estimation	11,230 71
d' de l'administration	22,461 41
d' fondateurs de la Banque	33,692 11
Dividende aux actionnaires :	
Doit être payé à 5,000 actions par 43 r. 12 c.	215,600
d' 10,000 d' 49	4,900
	220,500
Profits et pertes :	
Transféré à 1873 un reste indivisible	54 46
	430,780 66

Encaissé :	
Pour la formation du capital de réserve, pour le dividende des actionnaires et pour les frais d'administration	189,278 50
Pour les frais d'estimation et de fabrication des lettres de gage	151,539
	340,817 50
Intérêts :	
Sur dépôts	13,575
Sur comptes-courants	24,880 68
Sur effets à intérêts	12,606 92
Sur sommes délivrées avant la vente des feuilles de gage	33,209 06
	84,271 66
Amendes pour retard des versements	689 29
Frais de commission pour la vente des lettres de gage	5,002 21
	430,780 66

Comptable T. Jitkow.

Le président de l'administration : A. Altochevski.
Les membres de l'administration : D. Brasol.
F. Dobrynine.
G. Kolokoltzow.
G. Korénew.

Etat des comptes de la Banque foncière de Kharkow au 1^{er} janvier 1873.

ACTIF.

Caisse	181,523 75
Comptes-courants :	
a. A la succursale de la Banque de l'Etat	4,717 80
b. A la Banque de commerce de Kharkow	236,210 80
c. Chez les correspondants	410,660 13
	651,588 23
Dépôts à la Banque de commerce de Kharkow	400,000
Effets à intérêts de la Banque	578,485 89
Intérêts produits par ceux-ci	17,201 56
	595,687 45
Prêts :	
Pour 43 1/2 années	13,712,900
Pour 18 années et 7 mois	1,222,400
	14,935,300
Frais d'organisation et d'ameublement de la Banque	11,667 85
Dépenses à mettre au compte de l'exercice de 1873	745 35
Débiteurs divers	209,896 04
Lettres de gage en commission	1,210,837 25
dito en dépôt	74,600
Versements à terme non payés par les emprunteurs	156,667 72
	18,428,513 64

PASSIF.

Capital social de la Banque	1,530,600
Lettres de gage en circulation :	
a. Pour 43 1/2 années :	
De la I ^{re} série	5,064,200
De la II ^e série	8,648,700
	13,712,900
b. Pour 18 années et 7 mois :	
De la I ^{re} série	692,700
De la II ^e série	529,700
	1,222,400
	14,935,300
Fonds d'intérêts	448,548 12
Coupons des lettres de gage à rembourser	463,584
	912,132 12
Fonds d'amortissement pour le remboursement des lettres de gage sorties au tirage :	
a. Pour 43 1/2 années	36,635 09
b. Pour 18 années et 7 mois	19,964 95
	56,600 04
Fonds du capital de réserve, du dividende des actionnaires et des frais d'administration de la Banque	82 50
Lettres de gage sorties au tirage	62,000
Différentes dettes	76,761 46
Comptes-courants chez les correspondants	1,751 63
Sommes transitoires	537,729 39
Sommes à dépenser pour compte des emprunteurs	641 35
Profit net	314,915 15
	18,428,513 64

Comptable T. Jitkow.

Le président de l'administration : A. Altochevski.
Les membres de l'administration : D. Brasol.
F. Dobrynine.
G. Kolokoltzow.
G. Korénew.

Conformément au § 92 des statuts, la commission de révision a examiné et contrôlé le compte-rendu présenté par l'administration pour la période du 2 septembre 1871 au 31 décembre 1872 et le bilan de la Banque au 1^{er} janvier 1873. Il en est résulté que tous les articles du compte-rendu et du bilan sont exacts et conformes aux registres et livres de caisse et renferment tous les renseignements qui doivent entrer dans le compte-rendu annuel en vertu du § 91 des statuts.

Les membres de la commission de révision :

MM. A. J. Levchenkow.
M. D. Jouravlew.
E. A. Siérkow.

PROCÈS-VERBAL de la première assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque foncière de Kharkow, qui a eu lieu le 4 mars 1873.

Dès l'arrivée des actionnaires à l'assemblée, on a distribué, conformément au § 82 des statuts, des listes imprimées portant les noms des personnes ayant droit de vote à l'assemblée générale.

A 7 heures du soir le président de l'administration a déclaré que le nombre des actionnaires présents était de plus de 40, nombre exigé par les statuts pour que l'assemblée soit légale ; puis il a invité l'assemblée à se choisir un président.

L'élection a eu lieu au scrutin secret. Il est résulté du dépouillement des votes que M. Altochevski a été élu président à la majorité de 40 voix contre 4. Puis on a invité, conformément au § 82 des statuts, trois actionnaires, MM. N. P. Pétrenko, P. J. Ognenko et N. V. Orlov, à vérifier la liste des actionnaires, ainsi que la quantité de voix présentes, y compris celles par procuration.

Il est résulté de cette opération, et après la signature de la liste de vérification, que 50 actionnaires étaient présents à l'assemblée et disposaient de 106 voix personnelles et de 30 voix par procuration, qui représentaient 8,628 actions.

Puis, on a procédé à la lecture des comptes-rendus : de l'administration, de la commission d'estimation et du rapport de la commission de révision. A cette dernière occasion l'assemblée générale a témoigné sa reconnaissance aux membres de la commission de révision, MM. A. J. Levchenko, M. D. Jouravlew et E. A. Siérkow, pour l'immense travail que leur a donné la révision du compte-rendu.

Puis on a soumis aux décisions de l'assemblée les questions suivantes :

a. L'assemblée générale approuve-t-elle le compte-rendu présenté par l'administration ; b. l'assemblée autorise-t-elle, conformément au compte-rendu, de distribuer aux actions de la première émission un dividende de 43 r. 12 c. par action, et de remettre la distribution du dividende aux actions de la seconde émission jusqu'à la fin des comptes de 1873 ?

Ces deux questions ont été résolues affirmativement et séparément, à l'unanimité, par l'assemblée générale.

Les actionnaires ont soulevé ensuite la question du traitement à allouer aux membres de la commission de révision.

Puis un des membres de l'administration, M. D. N. Brasol, a rendu compte à l'assemblée de la seconde émission de 10,000 actions de la Banque, qui a eu lieu pour la somme de deux

millions de roubles, et a démontré la nécessité de faire des démarches immédiates en vue d'augmenter le capital de la Banque jusqu'à concurrence de 12 millions de roubles. Après les débats qui ont eu lieu à ce sujet, les questions suivantes ont été soumises aux décisions de l'assemblée :

- L'assemblée approuve-t-elle tous les actes et dispositions prises par l'administration au sujet de la deuxième émission des actions de la Banque qui a déjà eu lieu ?
- L'assemblée confie-t-elle à l'administration le soin de solliciter l'autorisation d'augmenter jusqu'à concurrence de 12 millions le capital de la Banque, à condition que l'émission des nouvelles actions ne soit opérée que sur la décision de l'assemblée générale des actionnaires et après autorisation du ministre des finances ?
- L'assemblée autorise-t-elle l'administration à faire des démarches pour que le droit de souscription aux actions des émissions ultérieures soit abandonné avant toute autre personne aux propriétaires d'actions des premières émissions ?

Toutes ces questions, chacune séparément, ont été résolues affirmativement à l'unanimité par l'assemblée générale.

Le même membre de l'administration, M. D. N. Brasol, a fait savoir à l'assemblée, qu'entre la noblesse du gouvernement d'Orel, celle des gouvernements de Tchernigov et de la Taïride a fait des démarches auprès du gouvernement pour que les opérations de la Banque de Kharkow puissent s'étendre aux terres de ces deux gouvernements, mais que les démarches de la noblesse de Kharkow et de la Taïride, ainsi que celles entreprises par l'administration, n'ont pas été prises en considération, parce que d'après la décision du conseil de l'Empire, revêtue de la sanction souveraine, il ne peut pas y avoir plus de deux banques fondées par actions ou sur garantie réciproque dans une même localité, en outre de la Société de crédit foncier mutuel. Les deux gouvernements en question possédant deux banques de ce genre, cette considération a donc été la principale cause du refus.

L'assemblée générale, après avoir exprimé sa profonde reconnaissance à la noblesse des gouvernements de Tchernigov et de la Taïride, a résolu à l'unanimité, en vue de l'impossibilité où l'on était d'obtenir l'autorisation qu'ils avaient demandée, de solliciter pour la Banque celle de faire des avances sur les terres des gouvernements de Kiev, de Podolie et de Volhynie, qui ne possèdent pas d'autre banque que la Banque foncière de Kiev.

Puis M. F. N. Dobrynine, membre de l'administration, a démontré à l'assemblée la nécessité de faire quelques annexes aux statuts et quelques changements dans plusieurs de ses paragraphes. Après les débats soulevés par cette motion, les questions suivantes ont été soumises aux décisions de l'assemblée :

- L'assemblée autorise-t-elle l'administration à faire des démarches pour que les propriétés à la Banque puissent passer, avec l'autorisation de celle-ci, de main en main par vente ou donation, avec transfert des dettes, des engagements à l'égard de la Banque et des intérêts au nouveau propriétaire, et à condition que les administrations et personnes qui ont conclu des actes de ce genre soient tenues d'en prévenir la Banque ?
- L'assemblée autorise-t-elle l'administration à mettre les biens immeubles qui ont été engagés à la Banque en gage chez des particuliers ou à des établissements, pourvu que la Banque conserve le droit d'être remboursée intégralement la première de toutes les sommes qui lui sont dues sur ce bien ?
- L'assemblée autorise-t-elle l'administration à faire des démarches en vue d'obtenir l'autorisation de changer le § 19, de manière à ce que le terme fixé aux emprunteurs pour les versements semestriels soit, non pas de deux mois, mais de quatre ?
- L'assemblée confie-t-elle à l'administration le soin de faire des démarches pour qu'il soit permis d'opérer le partage des biens engagés à la Banque, à la condition que les actes de partage soient passés avec le consentement de la Banque, et que les tribunaux qui ratifient ces actes en donnent connaissance à la Banque, fassent délivrer aux co-partageants des engagements montant à la somme de la dette tombant sur chaque partie du bien et transmettent ces documents à la Banque ?
- L'assemblée autorise-t-elle l'administration à faire des démarches pour que la sortie des membres de la commission d'estimation se fasse dans l'ordre suivant : un an après la date du procès-verbal actuel trois membres sortent au sort, puis sortent ceux qui ont été en fonctions deux années durant, — les membres sortants pouvant être réélus ?

Chacune de ces questions a été résolue séparément et affirmativement par l'assemblée générale.

Puis M. G. A. Korénew, membre de l'administration, a notifié à l'assemblée que l'émission des lettres de gage 5 0/0 métalliques a été autorisée par le ministre des finances et qu'il a été utile dans plusieurs cas de réaliser les lettres de gage métalliques par l'entremise des banquiers et des établissements de Banques commerciales, soit en Russie, soit à l'étranger, en leur vendant des lettres ou en ouvrant, pour une somme fixée d'avance, une souscription publique d'après un cours connu. Après les débats soulevés par cette proposition, la question suivante a été soumise à l'assemblée :

L'assemblée autorise-t-elle l'administration à réaliser pour cinq millions de lettres de gage métalliques en les vendant aux banquiers ou aux établissements de Banque ou bien en ouvrant une souscription publique ?

Cette question a été résolue affirmativement et à l'unanimité par l'assemblée.

Le même membre de l'administration a démontré qu'en vue de la hausse du prix des effets publics à intérêts, il serait bon de faire des démarches pour obtenir le changement du § 52 des statuts, afin d'avoir la possibilité de placer une partie du capital social formant 1/20 des lettres de gage mises en circulation, non-seulement en effets publics à intérêts, mais aussi en titres garantis par l'Etat, qui rapportent des intérêts plus élevés. En conséquence de quoi on a posé à l'assemblée la question suivante :

L'assemblée autorise-t-elle l'administration à solliciter l'autorisation de placer une partie du capital social, formant 1/20 de la somme des lettres de gage mises en circulation, non-seulement en effets publics à intérêts, mais aussi en titres garantis par l'Etat ?

Cette question a été résolue affirmativement et à l'unanimité par l'assemblée.

Puis on a développé devant l'assemblée les données sur les bases desquelles il est nécessaire d'arriver à une classification plus détaillée des prix normaux pour les terres du pays des Cosaques du Don et après avoir entendu les opinions émises à ce sujet par les membres de l'assemblée, celle-ci a été saisie de la question suivante :

L'assemblée autorise-t-elle l'administration et la commission d'estimation à fixer des prix normaux pour les terres du pays des Cosaques du Don ?

Cette question a été résolue affirmativement et à l'unanimité par l'assemblée.

Après ce qui précède, le président de l'administration a attiré l'attention de l'assemblée sur les difficultés que rencontre la révision du compte-rendu seulement après son élaboration (paragraphe des statuts) ; le peu de temps qui reste, selon le président, entre la transmission du compte-rendu à la commission et la réunion de l'assemblée générale annuelle à laquelle doit être soumis le compte-rendu, oblige la commission à travailler outre mesure et peut, avec le développement des opérations de la Banque, entraîner l'impossibilité d'opérer la révision dans tous ses détails, aussi serait-il utile que la commission de révision, sans attendre que le compte-rendu soit dressé, puisse suivre constamment la marche des affaires de la Banque depuis le jour où cette commission a été élue. Après cette proposition, la question suivante a été posée à l'assemblée :

L'assemblée autorise-t-elle la commission de révision à remplir ses devoirs dans l'année courante, non pas après la composition du compte-rendu, mais depuis le jour de son élection ?

Cette question a été résolue affirmativement et à l'unanimité.

Le président a aussi notifié à l'assemblée que l'administration, conformément à la décision de l'assemblée générale du 27 août 1872, a fait des démarches pour qu'il soit donné à l'assemblée générale le droit d'augmenter le nombre des membres de l'administration et de la commission de révision quand elle le trouvera nécessaire, et que ces démarches ont été prises en considération par le ministre des finances. Après les débats soulevés par cette déclaration, pendant lesquels on a fait entendre que les occupations tant de l'administration que de la commission d'estimation ont fort augmenté ces temps derniers, les questions suivantes ont été soumises aux décisions de l'assemblée :

- L'assemblée juge-t-elle utile de porter à sept le nombre des membres de l'administration ?
- L'assemblée juge-t-elle utile de porter à sept le nombre des membres de la commission de révision ?

Chacune de ces deux questions a été résolue affirmativement et séparément à l'unanimité.

Les actionnaires ont soulevé ensuite la question des rémunérations à accorder aux membres de l'administration et des commissaires d'estimation et de révision, puis après avoir entendu l'opinion des membres de l'assemblée à ce sujet, on a posé à celle-ci les questions suivantes :

L'assemblée fixe-t-elle les rémunérations de l'administration pour l'année écoulée à 20,000 r. celles de la commission d'estimation à 10,000 r., outre les traitements qui leur sont dus d'après le § 95 des statuts ?

L'assemblée fixe-t-elle à 4,500 r. le traitement de la commission de révision pour l'année d'opérations qui vient de s'écouler ?

Ces deux questions ont été résolues affirmativement, la première à la majorité de 130 voix contre 1, la seconde à l'unanimité.

On a procédé ensuite à l'élection de deux membres de l'administration et de leurs candidats.

Ont été choisis à l'unanimité comme membres de l'administration :

MM. D. N. Brasol et G. A. Korénew,

qui avaient rempli ces fonctions pendant la première année d'opérations, et à la majorité des voix ont été élus candidats au poste de membres de l'administration :

MM. E. P. Lioubarski par 157 voix contre 4.

M. D. Jouravlew 110 21.

P. N. Khanaitchenko 86 45.